

Agathon Rwasa : "Je n'ai jamais planifié une telle attaque sur Gatumba"

BBC Afrique, 13 septembre 2013 Burundi : Agathon Rwasa encerclé Le domicile de l'opposant burundais Agathon Rwasa à Bujumbura est encerclé par la police depuis vendredi matin. Le chef historique des ex-rebelles des Forces nationales de libération tenait une conférence de presse quand une cinquantaine de policiers sont arrivés sur les lieux, sans mandat de perquisition ou mandat d'arrêt. Le parquet burundais a annoncé jeudi l'ouverture d'une enquête pour crime de guerre et crime contre l'humanité visant Agathon Rwasa, pour son rôle principal dans le massacre de 160 réfugiés congolais Banyamulenge du camp de Gatumba en 2004.

Agathon Rwasa était rentré au Burundi le mois dernier après 3 ans de clandestinité. Les autorités l'avaient immédiatement privé de meeting. Ce qu'ils sont en train de faire est purement et simplement du harcèlement, et des mobiles politiques, a déclaré ce vendredi Agathon Rwasa à BBC Afrique. Je n'ai jamais planifié une telle attaque à Gatumba. Massacre il y a eu, c'est déplorable, mais alors faut-il chercher à incriminer n'importe qui? a-t-il dit. Rwasa a déclaré que le parquet est la solde de l'exécuteur, et a estimé qu'il jouissait de l'immunité de la loi de 22 novembre 2006. Selon le bureau du procureur général de la République, la loi accordant cette immunité ne couvre pas les "crimes contre l'humanité et les crimes de guerre" qui sont reprochés dans le cas précis à M. Rwasa. Ces crimes sont passibles d'une peine de prison perpétuelle, a déclaré Agnès Bangiricenge, porte-parole des parquets burundais, assurant que "la justice ne répondait pas à des mobiles politiques en poursuivant Rwasa". Le 13 août, des Congolais réfugiés au Burundi avaient déposé plainte contre M. Rwasa et son ex-porte-parole Pasteur Habimana, pour avoir commandité "le génocide, la dévastation et le pillage dans le camp de réfugiés" de Gatumba dans la nuit du 13 août 2004.